

**Procès-verbal de séance du conseil municipal**  
**Lundi 2 juillet 2007 à 20h30**

Convocation du 25 juin 2007 et additif du 26 juin 2007

**L'an deux mil sept, le 2 juillet** à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire.

**Etaient présents** tous les membres en exercice Mesdames et Messieurs : Bonnardel Alain, Clément Jean-Luc, Cornil J-M, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Galmiche Françoise, Garcin André, Ligozat Jeannin, Luszczyński Sabine, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Raizin Stéphane, sauf

**Absent excusé représenté :** Pelloux Suzanne représentée par Bonnardel Alain

*Présents : 14 Votants : 15*

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes.

**Ordre du jour :**

- Plan local d'urbanisme Arrêt du projet de PLU et bilan de concertation
- Saisine du Tribunal Administratif (annulation des décisions suspendues par l'ordonnance du 15 mai 2007)
- Maison des associations- modification du plan de financement
- Demande d'aide (réserve parlementaire)
- Questions diverses
- Zone agricole protégée (demandé par additif du 26 juin 2007)

M. le Maire accueille Karine Cazettes, François Estrangin, urbanistes, et Baptiste Barbier, stagiaire du bureau d'études, il remercie tous les membres présents et ouvre la séance.

La parole est donnée à François Estrangin pour la présentation du projet de PLU à arrêter ; le travail commencé en octobre 2005 a donné suite à une vingtaine de réunions en commissions et deux réunions publiques ainsi qu'à une période de concertation rallongée, en raison de la fermeture du secrétariat et des demandes formulées par les habitants.

Le dossier contient :

- **Rapport de présentation** (présentation du PLU, diagnostic communal, état initial de l'environnement, explication des choix, incidences sur l'environnement, motifs des changements apportés au pos, annexes)
- **PADD projet d'aménagement et de développement durable** (orientations générales d'urbanisme et d'environnement, déclinaison des objectifs)

- **Orientations d'aménagement** (extension du village, quartier des Parots)
- **Règlement** (dispositions générales, dispositions relatives aux différentes zones : urbaines **U**, à urbaniser **AU**, agricoles **A**, naturelles **N**, et annexes).
- **Documents graphiques** (plan de zonage d'ensemble, partie centrale de la commune, hameaux des Guérins, des Rois, du Villard, des Parots)
- **Annexes** (sanitaires, emplacements réservés, servitudes, risques, exploitations agricoles et périmètres de protection, droit de préemption urbain, exposition au plomb).

Les différentes zones sont ainsi définies :

#### **- Zones urbaines : U**

Secteurs déjà urbanisés où les équipements existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

**Ua et Ub** correspondent à des zones d'urbanisation traditionnelle des villages avec logements, commerces et artisanat non nuisant.

**Ua** zone d'habitat – centre de village

**Ub** zone d'habitat périphérique plus ou moins dense

**Uc** zone de village « artisanal » dédié aux activités économiques

**Ue** zone réservée aux équipements publics et d'intérêt général

**Ums** zone d'activités sanitaires sociales, médico-sociales

#### **- Zones à urbaniser : AU**

Il s'agit des secteurs à caractère naturel destinés à être ouvert à l'urbanisation.

**AUaae** : centre de village nécessitant une opération d'aménagement et la réalisation préalable d'équipements.

**AUb** secteur à dominante d'habitat périphérique

**AUbae** : nécessitant une opération d'aménagement et la réalisation préalable d'équipements.

**Aube** : nécessitant la réalisation préalable d'équipements.

#### **- Zones agricoles : A**

Secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique biologique ou économiques des terres agricoles.

**A** : aucune construction, sauf équipements publics

**Ac** : constructions nécessaires à l'agriculture, le logement est toléré comme logement de fonction et accueil touristique accepté 200 m<sup>2</sup> de plancher SHON et 3 gîtes de 70 m<sup>2</sup> maxi chacun).

#### **- Zones naturelles à protéger : N**

Secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, de milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

- **Nn** : zone naturelle à protection forte. Aucune construction, hormis équipements publics, pastoraux ou forestiers ou énergies renouvelables.

- **Nh/Ne/Nms** : zones naturelles où existent déjà des constructions à vocation de logements, d'activités économiques ou médico-sociales :

**Nh** zone déjà habitée avec extension mesurée possible, sans création de logement

**Ne** zone accueillant une activité économique avec extension mesurée possible

**Nms** on d'activités sanitaires, sociale, médico-sociale avec mise aux normes possible

- **Np/Nc** : zones naturelles où existent des constructions intéressantes sur le plan patrimonial ou architectural :

**Np** bâti d'intérêt patrimonial ou architectural avec changement de destination autorisé

**Nc** bâti de type « cabanon » avec restauration autorisée sans changement de destination (ni logement, ni occupation permanente) ni desserte de réseaux.

- **Ncc/Nt** zone naturelle d'accueil touristique :

**Ncc** secteur de camping caravaning possibilité d'évolution du camping avec création d'HLL à raccorder sur le réseau d'assainissement

**Nt** secteur à vocation d'accueil touristique/ possibilité d'extension de l'accueil touristique

- **NI/Ns** : zone naturelle à vocation d'activités touristiques ou de loisirs

**NI** secteur à vocation de loisirs

**Ns** zone dédiée à la pratique du ski

**Indices de risques** : contraintes supplémentaires pour un certain nombre de secteurs suite à l'étude affinée par les RTM ; des sous secteurs affectés par des risques font l'objet de prescriptions particulières et sont indicés :

T2 risque de débordement torrentiel d'aléa faible à moyen

G3 risque de glissement de terrain d'aléa faible

G2 glissement de terrain d'aléa moyen

R risque d'aléa moyen à fort ou mal connu.

La parole est donnée aux conseillers, C. Paul estime que ce PLU injuste et inégal, est trop contraignant et prive les propriétaires fonciers de libertés, notamment M. Baille  
Le Maire précise que le PLU respecte l'engagement pris par la précédente mandature en ce qui concerne le cas cité.

V Fernandez rappelle que ce PLU ne fige rien mais construit l'avenir de la communauté et de la collectivité et conçoit que ça peut gêner certains intérêts individuels

S Raizin rappelle les objectifs de départ qui expliquent les zonages du PLU, M. Estrangin donne des indications chiffrées (200 personnes supplémentaires = 100 logements dont 20 en réhabilitation) et rappelle que la surface disponible pour l'habitat devait se trouver entre 6 et 10 ha, elle s'élève à 10.41 Ha).

M. Meunier rend hommage au travail du bureau d'études et remercie M. Estrangin de la clarté de l'exposé ; il considère que le PLU répond à ses grands objectifs et contribuera à maîtriser le phénomène de rurbanisation, inévitable.

A. Gabanou rejoint Vincent Fernandez et rappelle que le conseil n'est pas là pour privilégier les intérêts personnels, que ce PLU encadre la nécessité de développement de la commune tout en respectant ses obligations.

A. Bonnardel rappelle que le plan de zonage a été modifié sur quelques points, dont au secteur des rois, suppression de la zone de regroupement des agriculteurs.

M. Cornil demande si la durée de 10 à 15 ans peut être réduite, M.Estrangin précise que tout PLU peut être révisable dès le lendemain de son approbation, une révision simplifiée est possible si l'on ne touche pas aux objectifs.

Le document finalisé sera remis aux différentes administrations qui auront 3 mois pour rendre des avis.

L'enquête publique aura lieu en octobre, le rapport du commissaire enquêteur sera remis au plus tard mi-janvier, dernières modifications puis approbation définitive février 2008 (le PLU deviendra opposable).

*Vote pour l'arrêt du PLU : 13 pour 2 contre*

- **Zone agricole protégée (par additif du 26 juin 2007)**

Parallèlement à ce travail, la création d'une ZAP est présentée par Karine cazettes, l'enquête publique simultanée sera proposée par le préfet.

Le dossier contient :

- **Rapport de présentation** (introduction, situation de la commune, contexte local, l'agriculture, la situation au regard du PLU, le choix de la création de la ZAP, annexes)
- **Documents graphiques** : zonage en tous secteurs agricoles sauf Ac.

Il s'agit d'une servitude supplémentaire annexée au PLU, qui se superpose aux plans de servitudes du PLU (canaux d'irrigation, RTM, périmètres de captages des sources, transports des produits chimiques, gaz...)

Contrainte supplémentaire pour les propriétaires de foncier, mais pas pour les agriculteurs, le périmètre de la ZAP porte sur la zone A stricte, les agriculteurs pouvant construire sur les zones AC.

C. Paul trouve inutile de rajouter des contraintes, les agriculteurs étant déjà bien protégés.

J-M Cornil demande si les boues pourront être épandues malgré la ZAP, Mlle Cazettes pense que oui.

*Vote pour la création de la ZAP : 13 pour 2 contre*

- **Saisine du Tribunal Administratif (annulation des décisions suspendues par l'ordonnance du 15 mai 2007) :**

Le maire rappelle l'historique de l'affaire, la polémique qui a suivi (menace de fermeture de la station de Céüze) et précise bien que la commune de Sigoyer se cantonne à la défense de l'eau et ne se mêlera, en aucun cas, de la politique de développement de la station de Céüze, les décisions devant être prises par les élus concernés (Manteyer, SIVU).

La commune de Sigoyer souhaite aller au bout de la procédure et faire annuler les décisions préfectorales par le TA, même démarche de la commune de Pelleautier.

Les conseillers municipaux acceptent la proposition du maire.

*Vote : adopté à l'unanimité*

L'affichage de cette délibération sera constaté par huissier.

- **Demande d'aide (réserve parlementaire) pour la rénovation des installations électriques de l'église**

Un dossier sera déposé auprès de Mme la Députée.

- **Maison des associations- modification du plan de financement :**

Un surcoût très important porte désormais le montant des travaux à 380 800€, le plan de financement de l'opération est envisagé de la façon suivante :

Montant de l'opération	Maison des asso	bibliothèque	Total (€)
	307 000	73 800	380 800
Financements acquis DGE 2006	75 600		75 600

Région	43 896		43 896
Département	50 000	29 500	79 500
	169 496	29 500	198 996
<b>Demande de financements en attente</b>			
Département	20 000		20 000
Autofinancement	117 504	44 300	<b>161 804</b>
	307 000	73 800	380 800

L'état, au travers de la DGE2007 n'a pas donné de suite à la demande de financement de 56 104 € ; l'autofinancement est donc augmenté de ce montant, passant de 117 504 à **161 804 €, à charge de la commune.**

Faut-il engager ce projet, sachant qu'il ne sera pas réalisé avant l'échéance électorale de mars 2008 ?

L'avancement du projet est présenté par S. Duc, architecte, les études des structures ont été réalisées et la rédaction des dossiers d'appel d'offres est en cours, devant un tel avancement du projet, les conseillers acceptent ce nouveau plan de financement, le dépassement non budgété sera inscrit au budget par DCM, le recours à un emprunt de 56 104 € est voté.

*Vote : adopté à l'unanimité*

- **Questions diverses :**

***Vière / travaux de mise en valeur de l'ancien village :***

Des crédits supplémentaires sont demandés par l'association du Patrimoine pour boucler les travaux sur cet exercice, un virement de crédits de 3 000 € sera pris sur le budget cimetière. La réception des travaux donnera lieu à une cérémonie le 15 septembre en association avec les divers participants.

*Vote : adopté à l'unanimité*

***Travaux au cimetière :***

Réalisation d'un columbarium en granit gris de 8 cases confiée à l'entreprise Allemand  
Dallage de la partie supérieure du cimetière à l'identique du reste du cimetière réalisé par l'entreprise Meynaud, des courriers ont été adressés aux familles concessionnaires pour la réalisation de travaux privés en cas de nécessité.

Tous ces travaux devront être terminés pour la Toussaint

***Lotissement d'artisans :***

Le maire présente au conseil un projet de découpage de la parcelle, en 5 ou 6 lots, le projet en 5 lots semble retenir l'attention des conseillers.

Dans un souci de cohérence, certains souhaitent que la parcelle privée de M. Robert, ajoutée à la révision du PLU en cours et qui bénéficie du même zonage (Uc « activités économiques »), soit associée à l'opération d'aménagement de l'ensemble.

Le maire propose l'application de la PVR pour cette parcelle et de réunir la commission voirie et le propriétaire.

***Pétition riverains Au-delà le pont :*** Le maire fait part d'une lettre ouverte concernant l'aménagement du Pont de Baudon et la demande de réalisation d'une déviation pendant les travaux. Les travaux seront reportés, l'appel d'offres ayant été jugé infructueux.

**Trésorerie** : M. Morel reprendra ses fonctions de Trésorier à Tallard.

**Fontaine Ouest** : le maire propose aux conseillers municipaux de terminer l'embellissement de la fontaine par la pose d'un panneau bois qui magnifierait d'une phrase simple et courte l'eau, et leur remet une liste de choix.

F. Galmiche fait part de sa désapprobation à cette initiative qui lui semble choquante dans le contexte actuel (polémique sur l'eau avec l'affaire de Céuze). Le choix est remis à plus tard.

**Route des rois / demande de dérogation pour transport de graviers :**

Le maire fait part d'une demande de dérogation de l'entreprise Sabatier pour le transport de matériaux sur le chantier de création d'un manège aux écuries de Céuze, or la route communale N°6 qui dessert cette exploitation est limitée à la circulation des véhicules de moins de 13 tonnes, le revêtement de cette voie vient seulement d'être terminé .

Les camions qui devront l'emprunter pour ce chantier, sont des véhicules de 40 tonnes et risquent de détériorer la voie ; l'arrêté du maire comporte une demande de constat contradictoire des lieux avant et après chantier pour vérifier l'existence de dégâts éventuels et prise en charge des réparations par le pétitionnaire.

Le transporteur Sabatier refuse cette restriction, le propriétaire des lieux demande au maire d'abroger cet article afin que le chantier puisse être livré.

La solution la moins contraignante serait de stocker les matériaux en bordure de la RD 19 et de reprendre le transfert des matériaux par petits camions ...trop onéreux pour le propriétaire.

A. Gabanou rappelle que le transporteur peut faire jouer son assurance en cas de dégradation de la voie.

V. Fernandez propose un partage des risques, passage par tranches de 10 camions et constat et rappelle que, face à de telles contraintes, on ne peut pas mettre en péril un bien public pour un particulier, il demande au propriétaire de revoir la manière de gérer son projet, s'accorder plus de délai pour pouvoir financer le surcoût.

J. Ligozat, responsable voirie, rappelle que le coût de cette voie a englobé tous les crédits voirie sur 3 ans, que la route est parfaitement revêtue et risque d'être dégradée par le charroi de camions, il considère que l'article 3 protège la collectivité et qu'on ne peut s'en passer.

Dans sa grande majorité le conseil ne souhaite pas déroger sans constat contradictoire des lieux.

**La parole est donnée au public**, M. Vicedo et Chighine du hameau des Parots expriment leurs doléances :

**Travaux voirie** toujours pas réalisés, le revêtement est reporté en attente des travaux d'aménagement du réseau d'irrigation.

**Eclairage public / RD219 piétons en insécurité** : étude en cours par un bureau indépendant, l'électrification publique ne pouvant se faire que dans un souci d'économie d'énergie, les travaux pourront être envisagés après rendu de l'étude.

**Mouches** : le stockage de fumier à l'extérieur des bâtiments d'exploitation assure la prolifération de mouches, M. Chighine menace de porter plainte avec constat d'huissier si une solution n'est pas trouvée. M. le maire rappelle qu'il a toujours demandé aux agriculteurs du quartier de respecter les mesures de désinsectisation, et précise que le permis de construire obtenu par M. Chighine tenait compte des distances réglementaires par rapport à l'exploitation.

Le maire remercie les membres présents et lève la séance à 1 h 45

**Délibérations du conseil municipal :**

- Plan local d'urbanisme Arrêt du projet de PLU et bilan de concertation
- Saisine du Tribunal Administratif (annulation des décisions suspendues par l'ordonnance du 15 mai 2007)
- DM Maison des associations- modification du plan de financement
- Demande d'aide (réserve parlementaire) travaux électriques église
- Zone agricole protégée (additif demandé le 26 juin 2007)
- Virement de crédits Travaux Vière/cimetière

**Lu et approuvé, les conseillers municipaux**